



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour diffusion immédiate

CRISE DU LOGEMENT : BUDGET RÉVOLTANT !

Sherbrooke, le 2 avril 2022 - Les groupes de la société civile demeurent en colère contre le budget déposé par le ministre Girard le mardi 22 mars 2022. Un budget électoraliste qui aura un impact négatif sur l'appauvrissement de la population à faible et moyen revenu puisqu'il n'y a aucune mesure structurante afin de permettre à la population de se sortir la tête de l'eau.

Les 3 milliards 200 millions de dollars garochés par la fenêtre en distribuant un maigre 500 \$ non récurrent pour contrer l'inflation auront un impact très modeste sur les augmentations substantielles des coûts liés au logement, à l'alimentation, au transport, etc. En plus, Revenu Québec va se servir en premier pour recouvrir de vieilles dettes. Ainsi, 1,2 million de contribuables n'auront pas accès en totalité ou en partie à leur 500\$. Rappelons qu'à Sherbrooke, le coût du logement à lui seul a augmenté dans la dernière année de 8,7 % selon le rapport de la SCHL. Les dernières données nous indiquent qu'au Québec, l'inflation est de 4,7 %. Il est plus que temps de prendre cette crise sociale au sérieux.

Les sommes consenties dans le dernier budget pour respecter la promesse électorale de la CAQ sont nettement insuffisantes ; c'est à peine la moitié des 9600 logements sociaux non réalisés par les gouvernements précédents qui seront complétés. L'annonce du 1er avril du gouvernement du Québec de verser 14.3 millions aurait été donc bienvenue beaucoup plus tôt. Le gouvernement saupoudre ainsi des gouttes dans l'océan tout en annonçant un nouveau programme en habitation de logements locatifs teinté sinon inspiré de la stratégie canadienne du logement mettant fin ainsi au seul programme de logement social, Accès Logis.

Pour régler cette crise qui dure depuis près de 20 ans, nous exigeons la mise en œuvre d'une commission d'enquête publique, indépendante et itinérante qui prendra le temps d'évaluer les besoins réels afin de trouver des solutions à court, moyen et long terme. Il est aussi primordial de réaliser un grand chantier de logement social de 50 000 unités sur 5 ans, comprenant un nouveau programme de HLM de 10 000 unités au Québec.

Ce budget ne vient pas non plus résoudre les problèmes de sous-financement chronique des organismes communautaires, puisque les investissements annoncés pour les organismes en santé et services sociaux couvriront à peine 5% des besoins exprimés en Estrie selon nos calculs. De plus, l'accroissement des inégalités sociales rime avec un plus grand afflux de besoins de la population envers le communautaire et c'est notamment les organismes en défense collective des droits qui verront leur charge de travail augmenter, sans ressource financière supplémentaire réellement significative.

Pour le milieu syndical et étudiant, c'est aussi une déception. Ce gouvernement choisit de creuser le déficit social pour payer une dette qui est largement maîtrisée et il n'investit pas pour assurer une plus grande accessibilité scolaire. Il n'y a rien de concret non plus pour enrayer la crise climatique qui touche et qui touchera davantage les personnes au bas de l'échelle sociale.

De plus, ce budget ne peut se targuer d'être féministe ! Encore une fois, il y a un sous-financement déconcertant des secteurs propres aux enjeux qui touchent particulièrement les femmes. Sans un budget sensible au genre, il est impossible de mettre en lumière les inégalités qui subsistent entre les femmes et les hommes ainsi qu'entre toutes les femmes. Les femmes continueront de s'appauvrir et de vivre des discriminations systémiques ou du sexisme ordinaire. Depuis 1995, le mouvement des femmes réclame qu'une analyse différenciée selon les genres et intersectionnelle soit appliquée à l'ensemble de l'appareil étatique de manière transversale puisqu'elle a amplement fait ses preuves. Il serait grand temps que le gouvernement passe des paroles à l'action.

Surpris.es, non ; en colère, oui, car les plus grandes oubliées de ce budget sont les personnes à faible et modeste revenu qu'on laisse à elles-mêmes sans outils et sans ressources pour combler minimalement leurs besoins essentiels.

La campagne électorale provinciale se pointe à l'horizon. Les forces communautaires, syndicales, étudiantes, environnementales et féministes seront là pour exiger des partis politiques des engagements pour empêcher un saccage de l'État et du filet social québécois pour que se loger et vivre décemment ne rime plus avec se ruiner !